



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

L'URGENCE SOCIALE C'EST D'ENGAGER LE COMBAT CONTRE LA POLITIQUE DE CE GOUVERNEMENT AU SERVICE DES RICHES ET DES PATRONS

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 14 JANVIER 2016

Des promesses d'emplois, au nom de « *l'état d'urgence économique et social* », il en aura eu plein la bouche, notre menteur de président, lors de ses vœux du 31 décembre.

Mais près de 4 ans après son élection, nous savons tous qu'il s'en fiche comme d'une guigne, des licenciements, des fins de mois difficiles et des conséquences désastreuses de sa politique.

Son seul but, c'est d'avoir moins de chômeurs... dans les prochaines statistiques. Pour y parvenir, il a annoncé un « plan massif de formation » concernant 500 000 personnes et la « généralisation » du service civique, en l'étendant à 150 000 jeunes de 16 à 25 ans. Histoire de faire croire à une inversion de la courbe du chômage, sans laquelle il avait promis de ne pas se représenter en 2017.

Mais rien à voir avec la création du million d'emplois promis en 2014, quand il a instauré le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité.

UNE POLITIQUE DE PLUS EN PLUS RÉACTIONNAIRE

Pour affaiblir l'unité de l'ensemble du monde du travail, pourtant indispensable pour combattre la politique de ce gouvernement et du patronat, Hollande et Valls ont trouvé le moyen de semer un peu plus le poison de la division entre les travailleurs.

C'est ce qui motive leur volonté d'introduire dans la constitution la « déchéance de nationalité » pour « *les individus condamnés définitivement pour crimes terroristes* », une mesure puisée dans le programme du Front National.

Par cette mesure qui n'empêchera aucun kamikaze de commettre un attentat, le gouvernement créé deux catégories de français, avec des citoyens de seconde zone. Il renforce la stigmatisation des étrangers, des immigrés et des musulmans. Pire, il insinue que le mal ne peut venir que du dehors, de l'étranger, de l'autre.

LA LUTTE DES CLASSES, C'EST MAINTENANT QUE ÇA SE PASSE

Pendant ce temps, l'offensive contre les classes populaires et le monde du travail continue. Sous la pression d'un patronat qui s'est prononcé cette semaine encore pour la mort programmée du Contrat de Travail à Durée Indéterminée (CDI) et exige de nouvelles aides, le gouvernement veut « réécrire » le Code du travail, avec encore moins de protections contre l'arbitraire patronal à la clef.

Quant aux « nouvelles aides à l'embauche », ce sera encore des milliards en plus pour augmenter les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires, sans créer un seul emploi.

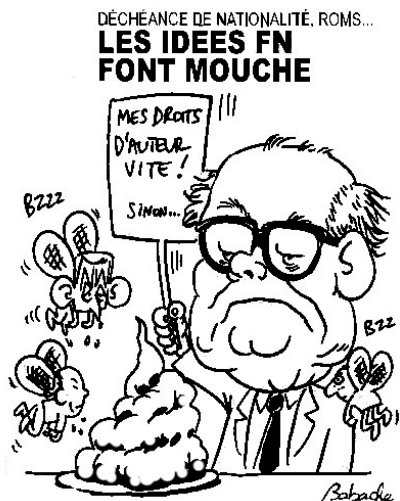
UNITÉ DES EXPLOITÉS CONTRE CE GOUVERNEMENT

Pour faire accepter son offensive, Hollande prône « *l'unité nationale* ». Comme s'il y avait des intérêts communs entre les exploités et les exploités. Mais il n'y a aucun intérêt commun entre, d'un côté les travailleurs qui ont de plus en plus de mal à vivre décemment, et de l'autre, la mince couches d'ultra-privilegiés qui accaparent, grâce à leur mainmise sur l'économie, de plus en plus de richesses.

Nos souhaits pour 2016, c'est que l'ensemble du monde du travail et de notre camp social, français ou étranger, rassemble ses forces. Pour la défense de ses intérêts et de ceux de toute la société contre la régression sociale.

Mais pour cela, nous devons d'abord, nous-mêmes, engager la bagarre là où nous travaillons. Et rassembler l'ensemble du monde du travail contre la politique d'un gouvernement qui trouve de l'argent pour ses guerres et les patrons, mais pas pour nos salaires, nos pensions et nos services publics.

Le 26 janvier, CGT, FO et Solidaires appellent à une journée d'actions pour la défense du service public, la première grève nationale de ce début d'année. Partout, faisons en sorte qu'une préparation offensive et une réussite de cette journée serve de base pour aller vers un mouvement d'ensemble.



GOODYEAR AMIENS :

L'INACCEPTABLE VENGEANCE

Mardi, le tribunal d'Amiens a annoncé la condamnation de 8 ex-salariés de l'usine Goodyear à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes. Sur les 8 accusés, 6 sont relaxés de l'accusation de violences en réunion, mais tous sont déclarés coupables de séquestration.

C'est le 24 novembre dernier que s'est tenu le procès des 8 salariés de Goodyear, dont 5 militants de la CGT pour la séquestration, sans violences, de 2 cadres, pendant 30 heures, dans l'usine occupée d'Amiens.

Dans les jours qui suivirent, l'usine était fermée avec près de 1 150 licenciements. Sur ces 1 150 salariés, plus de 750 d'entre eux n'ont toujours pas trouvé de travail. Il y a eu près de 140 départs en retraite et 9 décès.

En application de l'accord de fin de conflit signé avec les syndicats fin janvier 2014, Goodyear avait retiré sa plainte, tout comme les 2 cadres concernés.

C'est donc le parquet, c'est-à-dire le gouvernement, qui a pris la décision de poursuivre les salariés pour séquestration, violences en réunion et voies de fait pour lesquels ils encouraient jusqu'à 5 ans de prison.

Une décision clairement politique qui s'inscrit dans la volonté de répression par le gouvernement du mouvement syndical et du mouvement social.

Les salariés déclarent vouloir faire appel de ce jugement scandaleux. Après la mobilisation de soutien aux salariés d'Air France, ce devra être l'occasion de marquer une nouvelle étape dans la lutte contre la politique répressive de ce gouvernement.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ OBLIGATOIRE : LA SANTÉ PRIVATISÉE

Visites médicales, médicaments, interventions chirurgicales : moins la Sécurité Sociale rembourse et plus ceux qui en ont les moyens doivent déboursier pour les mutuelles. Les autres doivent renoncer aux soins.

Pour le gouvernement la généralisation de la complémentaire santé dans les entreprises est une avancée sociale.

Mais sur le terrain, elle ne fait pas que des heureux. Parfois, à garanties égales ou moindres, cette complémentaire « obligatoire » coûte plus cher au salarié que sa mutuelle précédente. Souvent, la concurrence acharnée entre assureurs et mutuelles aboutit à une couverture au rabais. A ceux qui en ont les moyens de se payer une « sur-complémentaire » individuelle.

Résultat: un vaste marché ouvert aux compagnies d'assurance privées, au détriment des principes mêmes du principe de « solidarité » à l'origine de la Sécu : on cotise selon ses moyens, mais on est soigné selon ses besoins.

PRIME D'ACTIVITÉ :

PRÉCARITÉ ET BAS SALAIRES SPONSORISÉS

OU NOUVELLE AUBAINE POUR LE PATRONAT

Depuis le 1^{er} janvier, le RSA-Activité et la PPE (Prime pour l'emploi) sont remplacées par un dispositif unique : la « prime d'activité ». Elle ouvre droit à un complément de revenu financé par l'Etat à certaines catégories de salariés réduits à des bas salaires. A condition (sauf pour les personnes auparavant allocataires du RSA-Activité) d'en faire la demande à la CAF.

Objectif affiché du gouvernement : « favoriser le retour à l'emploi ». En clair, les patrons peuvent multiplier les boulots précaires ou mal payés. Pour inciter les chômeurs à les accepter, l'Etat leur promet un petit complément de revenu. Un comble : le chômeur qui paie la TVA sur tout ce qu'il achète participe au financement de la prime que l'Etat lui versera peut-être demain. Qu'à cela ne tienne. Pour Hollande, en vue des présidentielles de 2017, tout est bon pour tenter de faire baisser les chiffres du chômage.

ARABIE SAOUDITE :

« NOTRE » AMI LE ROI ASSASSINE

Condamnés à mort pour terrorisme ou délit d'opposition au régime, 47 hommes ont été exécutés, le 2 janvier, en Arabie Saoudite. Un des pays au monde les plus épouvantables en matière de droits de l'homme.

Mais au lieu d'une condamnation sans réserve de ce régime sanguinaire, la France, par l'intermédiaire du porte parole du ministère des affaires étrangères, s'est contentée de « *déplorer les exécutions* ».

Pour Hollande et son gouvernement, pas question de se fâcher avec l'Arabie Saoudite et son roi, qui sont des « amis » de la France de Hollande. Des « amis » qui ont signé, en 2015, des contrats d'achat (réacteurs nucléaires, armements, avions...) pour plus de 10 milliards d'euros. Pas question d'envenimer les relations avec un « ami » si précieux pour 47 malheureuses exécutions.

En plus, après les efforts qu'il a faits pour recruter l'Arabie Saoudite dans sa grande coalition contre Daesh, Hollande choisit logiquement de faire silence sur la question des droits de l'homme : une honte !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique